



## **SYNDICAT MIXTE des PORTS du BASSIN d'ARCACHON** **Conseil Syndical du 22 juillet 2020**

### **Délibération n°: 14-2020**

#### **Objet : Modification des statuts (modifications de détail).**

Vu le code général des collectivités territoriales,  
Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,  
Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,  
Vu la délibération 01-2017 en date du 13 juillet 2017 qui approuve les statuts du Syndicat Mixte des Ports du Bassin d'Arcachon.  
Vu la délibération 03-2017 en date du 13 juillet 2017 qui approuve les statuts modifiés du Syndicat Mixte des Ports du Bassin d'Arcachon portant sur les modalités de vote.

Considérant qu'il y a lieu, après trois années d'existence fonctionnelle, de reconsidérer le périmètre de compétences du Syndicat Mixte des Ports du Bassin d'Arcachon notamment l'extension des emprises non portuaires mais ayant toutefois un rôle dans la réalisation des missions de gestion portuaire.

Sur proposition de Monsieur le Président du Syndicat Mixte des Ports du Bassin d'Arcachon et après en avoir délibéré, à la majorité de ses membres présents ou représentés,

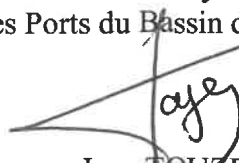
### **Décision :**

Le conseil syndical du Syndicat Mixte des Ports du Bassin d'Arcachon réuni le 22 juillet 2020 décide :

- D'approuver les statuts modifiés du Syndicat Mixte des Ports du Bassin d'Arcachon tels qu'ils sont présentés en annexe.
- De donner mandat au Président pour signer tous documents nécessaires à la mise en œuvre de la présente décision.

Fait et délibéré à Audenge, le 22 juillet 2020.

Le Président du Syndicat Mixte  
Des Ports du Bassin d'Arcachon

  
Jean TOUZEAU

*Le Président,*

- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,
- informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Bordeaux dans un délai de 2 mois à compter de sa réception par le représentant de l'État et sa publication.